

Gérard Longuet, ministre de la Défense, a quitté les théâtres d'opérations extérieures pour mener « la campagne de France » au service de Sarkozy. Sa mission : convaincre l'électorat patriote que le candidat de l'UMP vaut mieux que François Hollande. Pour les futures élections, et contrairement à ses collègues Chantal Jouanno et Nathalie Kosciusko-Morizet, le fondateur d'Occident estime impossible de voter par défaut au profit de la gauche socialo-communiste...



« Les patriotes ne peuvent pas laisser passer François Hollande »

zones rurales, au monde paysan, aux artisans... Cela indique une inquiétude des Français face à un monde en mutation. Il y a dans l'électorat de Marine Le Pen une nostalgie d'une France plus classique, plus tranquille, plus établie. D'autre part, j'ai été frappé par l'impact de Marine Le

Pen chez les jeunes, qui traduit, au contraire, une aspiration à faire bouger les lignes et les enjeux actuels.

tain nombre d'engagements, de traités, de réglementations et de lourdeurs administratives légales qui empêchent l'exécutif de trancher dans le vif à chaque fois. Il ne faut pas écouter les démagogues ou les opposants sans expérience qui disent « il n'y a qu'à... » et « il faut qu'on... ». Et je vous engage à lire le programme de François Hollande pour voir quelle politique il prône en matière d'immigration, cela devrait inciter n'importe quel patriote à faire bloc contre lui!

Entretien avec Gérard Longuet, ministre de la Défense

« Minute » : Comment analysez-vous les résultats du premier tour ?

Gérard Longuet : La montée des extrêmes, à gauche et à droite, traduit un pays inquiet, bien que les électeurs aient placé en tête deux personnalités – François Hollande et Nicolas Sarkozy – incarnant les clivages traditionnels. Les candidats du second tour sont cependant obligés de construire des alliances, puisque par définition, ils n'ont pas de majorité absolue, la gauche culminant à 53 % et la droite à 47 %.

Et au milieu, se trouve le Front national...

Au milieu, je dirais que se trouve le centre de François Bayrou. Et à la droite de l'échiquier, le Front national, qui rassemble un électorat d'origines et de motivations différentes.

En disant « au centre », je sous-entendais « au cœur des enjeux ».

J'entends bien, et le score de Marine Le Pen est effectivement très respectable par son importance et par sa diffusion géographique. Ce n'est plus un résultat « régional », ciblé, mais un vote lissé à l'échelle nationale. Elle dépasse les terres industrielles de l'Est et du Nord, ou la frange méditerranéenne, et progresse dans des secteurs géographiques et sociologiques où l'immigration n'est pas perçue comme un problème majeur. Je pense à tout l'Ouest de la France, aux

Pen chez les jeunes, qui traduit, au contraire, une aspiration à faire bouger les lignes et les enjeux actuels.

N'y a-t-il pas aussi le contrecoup d'une déception par rapport aux espoirs que nombre d'électeurs avaient placés en Nicolas Sarkozy ?

C'est possible. Mais je dirais que c'est aux torts partagés des électeurs et de l'exécutif. Les électeurs attendent trop d'une présidentielle. Le chef de l'Etat n'est pas Dieu sur Terre. Beaucoup de nos compatriotes croient encore que la présidentielle peut tout changer, mais, si le pouvoir politique a le devoir d'aller vers les bonnes solutions, c'est la mobilisation des Français qui fait la différence. Nos compatriotes ne doivent pas se sentir dans la situation de supporters soutenant une équipe en train de jouer. Ils sont sur le terrain!

Il est un terrain, cependant, où les Français sont obligés de s'en remettre à l'exécutif, c'est la lutte contre l'immigration et l'insécurité : ils ne peuvent pas fermer les frontières ou faire justice eux-mêmes. L'insuffisance de Nicolas Sarkozy est patente en ces domaines...

Nicolas Sarkozy a fait beaucoup et, là encore, n'oubliez pas que la France est tenue par un cer-

Comment « diviser par deux l'immigration », comme le propose Nicolas Sarkozy ? Et pourquoi ne pas l'avoir fait avant ?

Une chose après l'autre. Pour réduire l'immigration drastiquement, il faut d'abord lutter contre les filières d'immigration illégale, qui gagnent de l'argent sur la misère des gens. Puis il faut revoir le regroupement familial. Je suis hostile au fait que des personnes issues de communautés étrangères aillent chercher des conjoints à l'extérieur de la France, notamment dans leur pays d'origine, comme s'ils refusaient toute possibilité d'enracinement. La multiplication de ce genre de communautés débouche fatalement sur la balkanisation d'un territoire, ce qui est inquiétant.

Et l'arrêt des pompes aspirantes ?

C'est à étudier de près, car l'immigration est en effet motivée par des perspectives économiques pour les plus courageux des immigrés ; et par des avantages sociaux pour les moins courageux... Mais la question majeure, c'est l'unité nationale, l'intégrité de la République et de la Nation. L'intégration n'est possible que si aucune communauté ne s'organise en groupe constitué. Or, quand on propose de donner le droit de vote à des étrangers qui, par ailleurs, perpétuent sur notre territoire des traditions extérieures, on a toutes les condi-